

travailleurs, a été secondé dans ses derniers efforts. Il n'a pu trouver personne de plus bienveillant que le député de Westmount, le président du Conseil du Trésor (M. Drury), si bien connu à cause du *Bonaventure* et des autres réussites légendaires. Lui et ses représentants ont semblé ne pas vouloir manquer une occasion d'attiser la flamme et de jeter de l'huile sur le feu. Dans un article de la *Presse canadienne*, le 26 mai, Ian Porter, journaliste très consciencieux, déclarait:

Drury vient à un cheveu de défier les postiers. Le faire la grève... le gouvernement sentirait encore moins le besoin d'accepter les termes du syndicat.

Quatre jours plus tard, le 30 mai, David Monk, directeur des communications au Conseil du Trésor, disait aux journalistes que les grèves tournantes de 24 heures étaient une tactique cruelle pour harasser le public innocent. C'était la veille même de l'arrivée du médiateur choisi par le gouvernement, le président Carrothers. Quelle ambiance lui créer pour ses pourparlers, quelle scène lui monter!

Après la retraite de ce monsieur, apparemment désespéré, un porte-parole n'a pas tardé à lancer un communiqué pour dénoncer les syndicats. Puis, l'incorrigible ministre des Postes, jaloux peut-être de voir que son collègue ait temporairement le monopole de l'ineptie, a tenu conférence de presse. Il en est sorti les propos les plus inimaginables depuis le baron Munchausen.

Des voix: Bravo!

M. Macquarrie: Comme on l'a rapporté le 9 juin, il a dit que les grèves tournantes et la propagation d'une grève nationale et de grèves sauvages rendent le public hostile. Il a ajouté que les gens pourraient bien perdre confiance dans les Postes si la situation persistait. On a insinué que c'était la faute des grévistes si les gens avaient moins confiance en cette institution qu'il dirige dans le plus grand désordre depuis deux ans. A propos de la perte de confiance du public et de la baisse des affaires aux Postes, il sait bien comment de nombreux Canadiens en sont venus à moins utiliser les services postaux.

• (4.20 p.m.)

S'il ne le sait pas, je peux lui montrer mes dossiers. Le premier ministre (M. Trudeau), capitaine de l'équipe, est descendu dans l'arène à son tour pour citer des statistiques, qui ont été réfutées à mots couverts et niées publiquement par les chefs syndicaux dans des termes que je n'avais jamais encore entendus de la part d'hommes publics à l'égard d'un chef de gouvernement, et ces déclarations à ma connaissance, n'ont pas encore été réfu-

[M. Macquarrie.]

tées. Voilà autant d'éléments de la situation où nous nous trouvons actuellement. Mais la constante dans tout cela, c'est la détermination de pénaliser une partie de l'économie, un groupe d'employés à l'égard desquels la norme de 6 p. 100 s'appliquera quoi qu'il arrive, et sans qu'il y ait grève aux Postes. C'est là, je le crains bien, une partie du problème. Les autres secteurs pourront obtenir 19 ou 10 p. 100 et peut-être même 21.9 p. 100 mais ces employés-ci doivent accepter 6 p. 100; c'est à prendre ou à laisser. Même le chiffre de 6.3 p. 100 suggéré par le juge Lippé semble une extravagance qu'un faible gouvernement refuse d'accepter, malgré la désorganisation du service postal.

Ce groupe de fonctionnaires va-t-il devenir le bouc émissaire d'efforts chancelants pour établir une norme qui va être si peu respectée dans les autres secteurs du pays? Ces gens vont-ils être les victimes de pressions imposées par le gouvernement dans un dernier effort pour sauver la face, sinon le service postal? Le gouvernement est-il vraiment décidé à imposer à quelques-uns de ses employés une restriction qu'il ne saurait imposer au reste de la population? Est-ce là le fond du litige? Le gouvernement a fait preuve dans tout cela d'une âpre et sinistre dureté, d'opiniâtreté et d'un manque d'égards pour le public ou pour ses employés.

Ces jours-ci, un service national essentiel a cessé de fonctionner, causant des ennuis aux Canadiens, des inconvénients aux entreprises et à l'économie. Ainsi, le citoyen canadien se trouve privé d'un service qui ne lui a jamais coûté autant depuis la Confédération. Faut-il que cette situation se perpétue? Le ministre rit, mais c'est vraiment le prix le plus élevé depuis la Confédération. Voilà l'une de ses plus grandes réalisations. Faut-il que les longs mois de service postal inefficace et de qualité inférieure soient suivis par une dislocation qui s'étend à vue d'œil et une impasse permanente afin de mettre un terme à cet état de choses? Après le comportement du ministre des Postes (M. Kierans) à titre de chef du ministère, je ne suis pas surpris que cette situation le fasse rire. C'est peut-être malséant, mais ce n'est pas étonnant.

Les protagonistes de la société appelée naguère juste croient-ils que le public canadien a une patience illimitée et n'est pas résolu à faire protéger ses droits par le groupe auquel il a confié un mandat pendant un certain temps, c'est-à-dire le gouvernement actuel? Je parle très sérieusement: je redoute fort que le public canadien perde totalement patience. Que le gouvernement et les syndicats aussi sachent ceci: Je penche, on le sait, d'ordinaire pour les syndicats. Je veux que le